

*Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie**Le Secrétaire d'Etat à l'Industrie**Paris, le 25 JUIL 2000*CAB N° 1056 MZ

Le secrétaire d'Etat à l'industrie

à

Mesdames et messieurs les préfets

Objet : Mise en œuvre des articles 75-1 à 75-3 du code minier.

Les présentes instructions ont pour objet de vous apporter les précisions utiles à la mise en œuvre du régime d'indemnisation institué par les dispositions des articles 75-2 et 75-3 du code minier dont les modalités d'application ont été fixées par le décret n°2000-465 du 29 mai 2000, publié au Journal Officiel du 1^{er} juin et de vous indiquer les conditions dans lesquelles la garantie de l'Etat prévue par l'article 75-1 pourra jouer.

L'article 75-2 II de la loi du 30 mars 1999 instaure, au titre de la solidarité nationale, un régime légal d'indemnisation par lequel l'Etat, en l'absence de toute responsabilité de sa part, se substitue aux personnes morales ou physiques dont la responsabilité de droit commun aurait été normalement recherchée si elles n'avaient pas assorti les contrats de mutation des biens situés au-dessus des mines et qui se sont trouvés depuis lors sinistrés, de stipulations connues sous les termes de « clauses minières » ayant précisément pour objet de les exonérer de toute responsabilité civile.

La loi du 15 juillet 1994 avait certes prévu la nullité d'ordre public de telles clauses. Toutefois, en l'absence de rétroactivité de cette loi, les clauses valablement passées antérieurement continuent à s'appliquer et suivent les mutations successives des biens immobiliers. Il en résulte que les propriétaires de ces biens se trouveraient démunis en cas de sinistre minier, si le régime d'indemnisation dont l'économie générale va être rappelée, n'avait pas été mis en place.

Ce nouveau régime d'indemnisation ne fait nullement obstacle à l'intervention, le cas échéant, des mesures de police que vous pouvez, ainsi que les maires, prendre respectivement sur le fondement de la police spéciale des mines ou du code général des collectivités territoriales, suivant que la mine est exploitée ou non et qu'il y a ou non un titre minier en cours de validité. Il y a lieu de noter que le constat de l'état de sinistre minier a des effets sur les pouvoirs de police des maires, ainsi qu'il sera dit plus loin.

Les instructions qui suivent concernent respectivement :

- I - Le nouveau régime d'indemnisation par l'Etat au titre des articles 75-2 et 75-3 du code minier***
- II - La garantie assurée par l'Etat au titre de l'article 75-1 du code minier.***

I - Indemnisation par l'Etat au titre des articles 75-2 et 75-3 du Code minier :

Ce régime d'indemnisation par l'Etat est institué au titre de la solidarité nationale et déroge au droit commun de la responsabilité.

A - Champ d'application de la loi dans le temps :

La loi n'est pas rétroactive. Les dispositions des articles 75-2 et 75-3 sont applicables aux événements qui se seraient produits ou se produiraient à compter du 2 juin 2000.

Néanmoins, conformément à l'engagement que j'ai pris, la réparation des dommages causés par des affaissements survenus antérieurement à cette date sera assurée par l'Etat sur les mêmes bases et dans les mêmes conditions que celles prévues par les articles 75-2 et 75-3 du Code minier et leur décret d'application. En ce cas, il vous appartiendra de respecter la procédure mentionnée ci-dessous, avec toutefois une exception importante : il n'y aura pas d'arrêté de constat de sinistre minier ; vous pourrez, en tant que de besoin, faire procéder à l'établissement d'un rapport géotechnique et vous vous entourerez dans tous les cas de l'avis de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

B - Conditions d'application de la loi :

Les conditions sont cumulatives.

1°) La première condition tient à la survenance d'un sinistre minier :

Il y a **sinistre minier** si un immeuble bâti au moins est à l'état de ruine ou bien affecté de désordres tels qu'ils rendent nécessaire sa reconstruction totale ou partielle.

La notion de **sinistre minier** étant bien définie par la loi, seules méritent une explication les notions d'affaissement et d'accident miniers soudains.

- L'affaissement minier:

- Pour les travaux miniers souterrains, peut être défini comme la subsidence du sol, consécutive à un effondrement, éventuellement accompagnée dans le sol de formation de fissures, de fontis, de phénomène de compression ou d'extension;

- Pour les travaux à ciel ouvert, peut être défini comme des décrochements de terrain ou des effets de bordure se traduisant notamment par des fissures dans les zones d'extension ou des boursoufflements dans les zones de compression.
- **L'accident minier** a trait à des phénomènes qui peuvent être différents des affaissements. Il peut s'agir, par exemple, selon la nature des mines, de glissement de flanc de terril, d'explosion causée par la remontée de grisou, de rupture de digues à stériles, d'inondation ayant pour origine une montée des eaux non maîtrisée dans des travaux miniers, de venue d'eau importante en cas de rupture de barrage de retenue des eaux à l'intérieur des travaux.
- **Soudain**, signifie à évolution rapide, au moins dans la première phase du phénomène.

Il convient de préciser que la circonstance qu'un affaissement ou un accident se produit dans une zone d'exploitation minière ne permet pas en elle-même de déduire l'origine minière des phénomènes. Des phénomènes climatiques (pluviosité, neige, sécheresse, température...), ou des phénomènes naturels (glissement de terrain, effondrement de falaise, tremblement de terre...) peuvent, dans certains cas, être à l'origine d'affaissements ou d'accidents.

2°) La deuxième condition a trait à l'existence de clauses minières valables:

L'indemnisation par l'Etat est prévue pour les cas où des « clauses minières » ont été valablement insérées dans les contrats de vente de biens ayant comme acquéreurs soit une collectivité locale soit une personne physique non professionnelle. Il n'est donc pas prévu de faire bénéficier de ce régime les personnes physiques ou morales faisant de leur bien un usage agricole, artisanal, industriel, commercial où y exerçant une activité libérale; s'agissant des personnes qui habitent l'immeuble abritant leur activité professionnelle, elles peuvent être indemnisées pour la partie habitable.

Il ne suffit pas que des clauses minières aient été insérées avant l'entrée en vigueur de la loi de 1994 pour qu'elles soient ipso facto valables. Telle est l'analyse qui résulte en particulier, d'un arrêt de la Cour de Cassation du 4 novembre 1987 (3^{ème} Chambre civile - Zonca et autres contre Sté Arbed et autre). Selon cet arrêt, une clause minière insérée antérieurement au 15 juillet 1994 ne serait pas valable en cas de mauvaise foi du vendeur. Cette mauvaise foi du vendeur ne résulterait pas de la simple connaissance du risque de mouvement du sol, mais de la connaissance au moment de la vente du caractère inéluctable de l'effondrement.

Il vous appartient de vous assurer, autant que faire se peut, notamment au regard de ces critères, que les clauses ont été valablement insérées. Pour le cas où la non validité d'une clause ne serait découverte qu'après le versement de l'indemnité, une action récursoire devra être engagée par l'Etat contre le vendeur.

3°) La troisième condition tient à la cause, à la nature et à l'importance des dommages :

a) Les dommages doivent avoir pour cause déterminante un sinistre minier.

Il ne suffit pas pour qu'un dommage puisse être indemnisé qu'il porte sur un bien situé dans le périmètre du sinistre minier. Il peut arriver que les dommages résultent d'une pluralité de causes; il peut être cité à titre d'exemple le rôle joué par des phénomènes climatiques, des tirs de mines effectués indépendamment de l'exploitation minière en question, un vice de conception, une mauvaise réalisation ou encore un mauvais entretien de l'immeuble.

b) Les dommages doivent avoir un caractère matériel.

Le législateur a fixé, pour ouvrir droit à une indemnisation, des conditions qui tiennent aux dommages. S'agissant d'un régime légal dérogatoire au droit commun de la responsabilité, le législateur n'a pas entendu assurer la réparation de tous les dommages indépendamment de leur nature et leur importance.

Il ressort des termes du décret, ainsi que de l'interprétation des dispositions de l'article 75-2 du code minier par la section des Travaux Publics du Conseil d'Etat, que les dommages matériels s'entendent de ceux causés aux immeubles d'habitation ainsi qu'à leurs dépendances nécessaires, comme le jardin qui les entoure.

Par ailleurs, étant dénués de caractère matériel, les troubles dans les conditions d'existence, le préjudice moral, ainsi que les préjudices résultant des éventuelles répercussions du sinistre sur la santé physique ou mentale, ne sont pas indemnisables.

c) Les dommages doivent être directs.

Cette notion est très bien cernée par la jurisprudence administrative en matière de responsabilité à laquelle, sur ce point précis, vous pouvez vous reporter. Doit ainsi être tenu pour direct le dommage qui est la conséquence nécessaire et immédiate de l'affaissement ou de l'accident miniers.

Le préjudice survenu en cas de nouveau sinistre pourrait être considéré comme indirect si les personnes n'ont pas fait procéder aux réparations après l'indemnisation du sinistre initial et s'il apparaît que les réparations auraient permis d'éviter ou de limiter les conséquences de ce nouveau sinistre.

d) Le préjudice doit être certain.

Le préjudice éventuel n'est pas réparable.

e) Les dommages doivent être substantiels.

Seuls les désordres importants sont indemnisables. Par référence à la jurisprudence administrative en matière de garantie décennale, doivent être regardés comme substantiels les dommages immobiliers de nature à compromettre la solidité de l'immeuble ou à le rendre impropre à sa destination.

Ainsi les dommages tenant à des fissurations à l'intérieur d'un périmètre de sinistre minier ne seront considérés comme substantiels que s'ils affectent la solidité du bâti ou entraînent des passages d'eau ou d'air.

f) Les dommages répondant aux conditions mentionnées ci-dessus ne sont indemnisables que dans la mesure où ils n'ont pas déjà été réparés.

Seuls les dommages ayant été constatés par l'expert sont susceptibles d'être indemnisés. Ainsi, les dommages qui auraient été réparés avant l'expertise ne sont pas susceptibles d'être indemnisés.

g) Cas de pluralité de causes.

Il est possible que plusieurs causes soient à l'origine des dommages et que pourraient être incriminées en plus de la cause minière avérée, des phénomènes naturels, une mauvaise conception ou un mauvais entretien de l'immeuble par exemple.

Il appartient à l'expert de déterminer dans quelle proportion chaque cause a joué. En dessous de 50 % de cause minière, celle-ci n'est pas considérée comme déterminante.

C - Procédures à engager en cas de survenance d'affaissements ou d'accidents miniers, en vue d'une éventuelle indemnisation par l'Etat :

1°) Premières mesures :

Sauf dans les cas où l'origine minière n'apparaît pas, au moins a priori, plausible et sauf si vous avez la certitude qu'aucun immeuble endommagé n'est grevé de clause minière, vous devez, sans délai, faire procéder à l'établissement d'un **rapport géotechnique**, par un organisme permanent spécialisé (tel que le BRGM, l'INERIS ou GEODERIS). Ce rapport est indispensable pour confirmer ou infirmer l'origine minière des phénomènes constatés et pour déterminer l'étendue de la zone affectée. Ce rapport mentionne également, si l'origine minière est confirmée, le ou les immeubles bâtis ruinés ou atteints de dommages dont la réparation équivaut à une reconstruction totale ou partielle; cet élément d'information est destiné à vérifier que les conditions fixées au dernier alinéa de l'article 75-2 - II du code minier sont elles aussi remplies.

Ce rapport portera également, si vous l'estimez utile ou nécessaire pour des questions de sécurité, sur l'évolution prévisible de la situation.

Le rapport est adressé à la DRIRE qui le transmet au préfet avec son avis.

Si le rapport géotechnique et l'avis de la DRIRE concluent à l'origine minière du sinistre, vous prononcerez l'état de sinistre minier par un arrêté qui déterminera l'étendue de la zone sinistrée. A ce stade, il ne s'agit pas, sous réserve de ce qui a été dit au début du C - 1°), de se prononcer sur l'importance des désordres ou d'apprécier leur caractère réparable ou non, ni sur l'existence ou la validité des clauses minières.

Si le rapport et l'avis concluent à l'absence d'origine minière des phénomènes, vous n'avez aucune décision à prendre.

Le prononcé de l'état de sinistre minier opère transfert des pouvoirs de police du maire au préfet, sans porter atteinte aux articles 511-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation sur les bâtiments ou édifices menaçant de ruine.

Il convient de préciser que votre constat constitue un préalable indispensable à une éventuelle indemnisation par l'Etat, mais qu'il n'est pas opposable à l'explorateur ou à l'exploitant dont la responsabilité est recherchée sur le fondement de l'article 75-1 selon les règles de droit commun ni à leurs assureurs. Toutefois, dans les faits, la preuve de la cause étrangère sera bien difficile à apporter par l'exploitant dans une zone incluse dans le périmètre ayant fait l'objet d'un constat de sinistre minier.

2°) Après le prononcé de l'état de sinistre minier :

Il vous appartient, pour chaque immeuble de la zone sinistrée susceptible de rentrer dans les prévisions de la loi relatives à l'indemnisation par l'Etat :

a) d'une part, de mandater un expert compétent en matière immobilière, figurant sur la liste des experts agréés auprès des tribunaux ainsi en tant que de besoin, un ou plusieurs sapiteurs, avec pour mission de :

- décrire les dommages de toute nature affectant les immeubles bâtis, ainsi que les dépendances nécessaires des biens sinistrés ;
- d'indiquer la ou les causes des dommages et en cas de pluralité de causes, de dire dans quelle proportion chacune d'elles a contribué à la réalisation des dommages ;
- de dire si l'immeuble est techniquement réparable et, dans l'affirmative, quels sont les travaux nécessaires, dans la plus stricte économie, pour mettre fin aux désordres dont sont affectés les immeubles pour les rendre conformes à leur destination ;
- d'indiquer le coût des travaux de réparation de ces travaux.

b) D'autre part, simultanément, de demander au service des Domaines, pour les mêmes immeubles, de déterminer leur valeur en fonction de leur consistance et de leurs éléments de confort, dans un secteur comparable, selon les règles applicables en matière domaniale, sans tenir compte du risque ni des dégradations provoquées par le sinistre en cause.

L'expertise et l'évaluation ne doivent porter que sur les **immeubles grevés de clauses minières**, affectés à un usage d'habitation, ou appartenant à des collectivités publiques. Il vous appartient d'apprécier la validité des clauses minières, mais ceci ne doit pas retarder les procédures d'indemnisation. Sauf s'il apparaît qu'une clause n'est manifestement pas valable, l'expertise et l'évaluation porteront donc sur tous les biens immobiliers mentionnés ci-dessus.

3°) Procédure de dépôt des demandes d'indemnisation par l'Etat :

Les demandes présentées par des personnes dont les biens ne sont pas affectés de clause minière seront rejetées pour ce motif.

La publicité dans les journaux est destinée à encadrer les demandes dans le temps et a pour effet de rendre irrecevables les demandes présentées hors délai à savoir plus de trois mois après la plus tardive des dates d'affichage en mairie ou de publicité de l'arrêté préfectoral constatant l'état du sinistre minier.

La justification de l'usage de l'immeuble avant le sinistre peut être apportée par le relevé de taxe d'habitation ou encore pour les propriétaires bailleurs, par le contrat de bail à usage d'habitation. La description du bien doit être suffisamment détaillée et peut être assortie de tous documents probants concernant l'état de l'immeuble, sa consistance et son confort.

La déclaration sur l'honneur des demandeurs indiquant s'ils ont perçu ou sont susceptibles de percevoir une contribution d'un organisme privé ou public n'est requise que si cette contribution a la même finalité que l'indemnité sollicitée de l'Etat.

Les demandeurs disposent d'un mois pour répondre aux demandes de pièces complémentaires et à défaut, sont réputés avoir renoncé à leur demande.

Il est donc nécessaire de pouvoir justifier du point de départ du délai. Il vous est en conséquence demandé de procéder par lettre recommandée avec avis de réception.

4°) calcul du montant de l'indemnité :

Il vous appartiendra, après comparaison du coût des réparations et de la valeur de l'immeuble, de déterminer le montant de l'indemnité. L'indemnité est limitée à la plus basse des deux sommes données respectivement par l'expert immobilier et l'administration des Domaines.

5°) Versement de l'indemnité :

La loi n'a pas prévu de subordonner le versement de l'indemnité à la justification de la réalisation des travaux. Toutefois, il convient d'encourager les personnes indemnisées à entreprendre les travaux de réparation car elles demeurent propriétaires des immeubles avec les responsabilités qui en découlent et sont susceptibles en outre d'être soumises à la police des édifices menaçant ruine. Enfin, à défaut de réparation, les dégradations ultérieures pourraient ne pas trouver leur cause déterminante dans un éventuel nouveau sinistre minier.

Pour les immeubles irréparables, soit en raison du coût des réparations soit par impossibilité technique, l'indemnité versée aura pour objet de permettre de recouvrer la propriété d'un immeuble de consistance et de confort équivalents, ainsi qu'il est prévu par la loi.

Le versement de l'indemnité est subordonné à la cession du bien à l'Etat, en application de l'article 7 du décret, dont la rédaction découle de l'expression : "recouvrer la propriété" qui figure à l'article 75-3 du code minier et suppose que la propriété du bien a été perdue. Ce bien pourra faire l'objet d'une rétrocession aux communes après déclassement du domaine public.

Les personnes qui n'acceptent pas de céder leur bien se privent du droit à être indemnisées. Il n'y a pas, pour autant, d'atteinte à la liberté individuelle ni au droit de propriété car il est possible à toute personne de conserver son bien dans l'état où il se trouve. Il n'y a pas d'analogie à faire avec le régime des assurances ou avec le régime de droit commun de la responsabilité, car le régime légal mis en place au titre de la solidarité repose sur des fondements distincts.

6°) *Le contentieux :*

Le contentieux des actes pris par l'administration au titre des articles 75-2 et 75-3, tels que :

- a) prononcé ou refus de prononcer l'état de sinistre minier,
 - b) refus d'indemnisation,
 - c) contestation du montant de l'indemnité,
- se règle devant les juridictions administratives.

Les décisions individuelles (b et c) défavorables prises par le préfet doivent être motivées en fait et en droit et adressées par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie administrative, préciser les voies et délais de recours, ainsi que la juridiction compétente pour connaître du litige, à savoir, le tribunal administratif du ressort de la localité considérée.

Enfin, il y a lieu de souligner :

- d'une part, qu'un plan de prévention des risques miniers prévu au TITRE II de la loi de 1999 peut se superposer à une zone ayant fait l'objet d'un constat de sinistre minier prévu au TITRE I de la même loi ;
- d'autre part, que l'indemnisation prévue dans le cadre de la solidarité au TITRE I de la loi n'entraîne pas par elle-même la mise en œuvre de la procédure d'expropriation. L'expropriation ne peut être envisagée qu'en application du TITRE II de la loi, dans le cadre des mesures de prévention des risques. Vous veillerez à une bonne coordination des procédures, afin d'éviter une double indemnisation.

II – Garantie assurée par l'Etat au titre de l'article 75-I du code minier :

La loi n° 94-588 du 15 juillet 1994 avait ajouté au code minier, l'article 29-III prévoyant notamment qu'en fin de concession, les dépendances immobilières peuvent être remises gratuitement ou cédées à l'Etat lorsque le gisement demeure exploitable et qu'en cas de disparition ou de défaillance de l'exploitant, l'ensemble des droits et obligations du concessionnaire est transféré à l'Etat. Cette disposition, qui ne joue qu'après l'acceptation de la renonciation au titre minier, subsiste et continue à s'appliquer, la loi du 30 mars 1999 n'ayant apporté aucun changement sur ce point.

L'article 75-I a un objet différent. Il s'agit d'éviter, en cas de défaillance ou de disparition d'un exploitant, y compris avant la fin de la concession, que les victimes des dommages dont l'exploitant aurait dû répondre au titre de sa responsabilité civile ne se retrouvent dans l'impossibilité d'obtenir réparation.

L'article 75-I ne nécessite pas de décret d'application. Il est entré en vigueur dès la publication de la loi au Journal officiel.

L'article 75-I de la loi établit une garantie par l'Etat chargé d'assurer, sous réserve de l'exercice d'une action subrogatoire contre le responsable, la réparation des dommages en cas de **disparition ou de défaillance de l'explorateur ou de l'exploitant** sur lequel pèse également la présomption de responsabilité.

Il convient donc de préciser ce que recouvrent ces deux notions:

1°) Définitions :

- par exploitant ou explorateur il faut entendre l'opérateur, dont la responsabilité est recherchée en premier lieu.
- le titulaire du titre minier, dans le cas où il n'est pas lui-même l'opérateur, dont la responsabilité est recherchée en second rang. Il n'intervient, en effet, aux termes mêmes de la loi, qu'à défaut de capacité de l'opérateur à répondre des dommages causés par son activité.

La garantie de l'Etat n'est susceptible de jouer que si les victimes apportent la preuve qu'elle se sont adressées en vain tant à l'opérateur qu'au titulaire du titre minier. Encore faut-il vous assurer que ces personnes physiques ou morales sont réellement défaillantes ou disparues.

- En ce qui concerne les personnes morales :
 1. la défaillance est constatée au jour de la clôture des opérations de liquidation (jugement du Tribunal de commerce)
 2. la disparition est constatée au jour de la radiation de la société au registre du commerce et des sociétés.

- Pour les personnes physiques, la défaillance consiste dans son insolvabilité ou sa faillite personnelle et sa disparition dans le décès du titulaire du titre minier sans héritier acceptant la succession.

Il résulte de ce qui précède que vous devez veiller à ne mettre en jeu la garantie de l'Etat que si toutes ces conditions sont remplies. Autant que faire se peut, vous vous efforcerez de retrouver le responsable des dommages afin, le cas échéant, de faire jouer la subrogation prévue par la loi.

2°) Régime de responsabilité - présomption de causalité minière :

En vertu de l'article 75-I du code minier, dont la rédaction issue de la loi de 1994 a repris une jurisprudence de la Cour de Cassation établie depuis plus d'un siècle, l'exploitant est présumé responsable des dommages causés par son activité. Il peut toutefois apporter la preuve que les dommages dont il lui est demandé réparation ont une origine étrangère à son activité minière. Dans sa nouvelle rédaction issue de la loi de 1999, l'art. 75-I précise que cette présomption s'étend à une zone géographique et à une durée qui ne se limitent pas au périmètre ni à la période de validité du titre minier, ce qui correspond au demeurant à la jurisprudence, la nouvelle rédaction ne faisant que confirmer cette dernière, sans créer de droit nouveau.

Il ne faudrait cependant pas déduire de cette affirmation que la responsabilité des exploitants est illimitée dans l'espace ou dans le temps :

- d'une part, dans le temps, les règles de prescription de droit commun s'appliquent, étant précisé que le point de départ du délai de prescription est la découverte des dommages dans toute leur étendue et que plusieurs éléments peuvent interrompre le cours de la prescription, notamment une réclamation ou une demande d'expertise;
- d'autre part, dans l'espace, plus on s'éloigne des limites verticales du périmètre de la concession ou des galeries d'exploitation, plus il sera aisé à l'exploitant de démontrer la cause étrangère.

Le droit commun de la responsabilité civile s'applique. Les dommages de toute nature sont donc réparables quelle que soit leur importance; le dommage moral peut également être indemnisé. Il appartient à la victime de prouver l'existence du préjudice dont elle demande la réparation ainsi que son caractère direct et certain.

La charge de la preuve contraire incombe à l'exploitant, au titulaire du titre minier ou à l'Etat pour s'exonérer de cette présomption de causalité minière.

3°) Les créances sur lesquelles porte la garantie de l'Etat :

La garantie de l'Etat ne peut jouer que dans le cas de défaillance ou disparition de tous les intervenants dont la responsabilité est susceptible d'être recherchée, ainsi qu'il a été dit plus haut.

La créance doit en outre présenter les caractères suivants : elle doit être certaine, liquide et exigible. Dans certains cas, un jugement sera nécessaire car il peut y avoir un doute portant sur l'existence de la créance, sa consistance ou sa quotité. Les procédures en cours devant les juridictions civiles (recours des victimes contre les exploitants) devront aller jusqu'à leur terme.

Le juge judiciaire est compétent pour tous les litiges opposant les victimes aux exploitants, même lorsque la garantie de l'Etat est directement demandée par la victime dans le cadre de cet article 75-I du code minier. Seul l'acte administratif par lequel l'Etat refuserait la mise en jeu de sa garantie est susceptible d'un recours devant la juridiction administrative.

4°) Mise en œuvre de la subrogation de l'Etat dans les droits de la victime :

Il vous appartient de recueillir tous les éléments vous permettant d'exercer les actions contre les responsables des dommages, pour permettre à l'Etat de récupérer les sommes versées aux victimes au titre de sa garantie – notamment en cas de retour à meilleure fortune du responsable.

Vous voudrez bien me tenir informé, sous le timbre de la Direction Générale de l'Energie et des Matières Premières - service de la législation minière, des éventuelles difficultés de mise en œuvre des présentes instructions notamment en ce qui concerne les questions relatives à leur financement.


Christian PIERRET